

Table des matières

À PROPOS DES AUTEURS.....	1
À PROPOS DE SokSiphana&Associates.....	5
NOS SERVICES	7
Banques et fiscalité	7
Project and international finance.....	7
Commerce et entreprises	8
Transactions immobilières et développement commercial	10
Travail et emploi.....	11
Propriété intellectuelle	12
Litiges et règlements extrajudiciaires des différends	12
Réformes législatives.....	13
Compliance et Gouvernance	13
RÉCOMPENSES ET CLASSEMENTS.....	14
CONTACT	14
AVANT-PROPOS	15
REMERCIEMENTS.....	16
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION.....	18
1. INTRODUCTION	18
1.1. SYSTÈME JURIDIQUE.....	19
1.2. DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME JURIDIQUE.....	20

1.3. SOURCES DE DROIT.....	21
Lois coutumières.....	22
Formalisme juridique.....	22
Organes législatifs	23
1.4. ORGANISATION DU GOUVERNEMENT	23
Structure des branches du pouvoir selon la Constitution.....	24
Pouvoirs et contre-pouvoirs entre les branches	24
Organismes indépendants comme pouvoirs et contre-pouvoirs	24
Élections comme pouvoirs et contre-pouvoirs	25
Pouvoir du gouvernement par le biais des monopoles d'état.....	26
1.5. MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS («MARD») DANS LE SYSTÈME JURIDIQUE CAMBODGIEN	26
1.6. STRUCTURE DE LA PROFESSION JURIDIQUE.....	27
Accès à la profession d'avocat	28
Ressortissants cambodgiens.....	28
Ressortissants étrangers.....	28
Cabinets d'avocats étrangers	29
Sociétés étrangères de conseil aux entreprises, de fiscalité et de comptabilité.....	29
1.7. OBLIGATIONS INTERNATIONALES DU CAMBODGE	29
Adhésion à des banques internationales.....	29
Obligations internationales en matière de protection des	

investissements	30
Accords bilatéraux.....	30
CHAPITRE 2 : SITE DES DROITS D'INVESTISSEMENT	32
2.1. HISTOIRE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE	32
2.2. FORMES DE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE PRIVÉE.....	33
Propriété foncière	33
Propriété foncière publique	34
Propriété collective.....	35
Enregistrement des terres communales indigènes	36
Résolution des litiges fonciers	37
2.3. TYPES DE RÉGIMES FONCIERS ACCESSIBLES AUX PARTICULIERS ET AUX ENTREPRISES	38
Lois et réglementations régissant le secteur foncier public	38
Lois et réglementations relatives au secteur foncier privé	38
Propriété.....	39
Pratiques actuelles en matière d'acquisition de terres.....	41
Droits de propriété des étrangers au Cambodge.....	41
Bail à court terme ou perpétuel	41
Société foncière cambodgienne	42
Candidat cambodgien.....	42
Citoyenneté.....	43

Propriété étrangère des appartements/condominiums	43
Concessions d'aménagement foncier	43
Autres restrictions	44
2.4. CONCESSIONS FONCIÈRES	44
Cadre juridique pour les concessions foncières	44
Procédures	45
Processus réel.....	46
Situation actuelle	46
Concessions foncières sociales («SLC» en anglais)	47
2.5. DROITS PRIVÉS SUR LES BIENS DE L'ÉTAT (VENTE, LOCATION ET ÉCHANGE).....	47
2.6. BAUX.....	48
Location (à court terme)	48
Bail perpétuel (à long terme)	48
Restrictions	49
2.7. SURETÉS RÉELLES	49
Hypothèque	49
Gage	50
2.8. AUTRES DROITS.....	50
Usufruit	50
Droit d'usage (usus)	50

2.9. AZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES.....	50
Concept et conditions de base pour les SEZ.....	51
Règles spéciales applicables aux SEZ	51
Règles spéciales applicables aux zones franches industrielles pour l'exportation	52
2.10. ENREGISTREMENT DES TITRES ET DES DROITS.....	52
Enregistrement des droits d'utilisation et de propriété des terres....	53
Droits spécifiques	54
Etendue des droits fonciers.....	54
Accords limitant l'utilisation des terres	54
Détermination des restrictions existantes	54
Pouvoir d'acquisition de terres	55
2.11. TAXES ET TARIFS.....	57
Impôt sur les biens immobiliers	57
Paiement des taxes sur les ventes de maisons, d'appartements, de villas et d'immeubles collectifs fermés.....	57
Transfert de propriété.....	57
Motifs de retrait/annulation des concessions foncières	58
2.12. DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER.....	58
Exigences pour les promoteurs	61
Publicité du projet	63
2.13. ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS.....	63

Licence pour les professionnels de la construction et la pratique des affaires	63
Permis de construire, de réparation ou de démolition	64
Inspection et certification de la construction.....	65
Certificat d'occupation.....	67
Matériaux, équipements et produits de construction	68
Dispositions pénales relatives à la loi sur la construction	68

CHAPITRE 3 : DROIT DES CONTRATS, DROIT COMMERCIAL ET DROIT DES SOCIÉTÉS.....69

3.1. INTRODUCTION

3.2. SOURCES HISTORIQUES DU DROIT DES CONTRATS ET DU DROIT COMMERCIAL.....72

Distinction entre le droit des contrats et le droit commercial.....72

Lois et réglementations

3.3.DROIT DES SOCIÉTÉS

3.4. QUESTIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA FORMATION DES CONTRATS

Fondements de la formation du contrat.....75

Validité d'un contrat (au stade de la formation du contrat)

Inexécution du contrat.....76

Règles d'interprétation - droit coutumier

Prescription.....76

Cession de créances et les hypothèses d'obligation	76
3.5. CONTRATS SPÉCIAUX	77
Contrat de coopération commerciale.....	77
Ventes et échanges.....	77
Contrats de vente de biens et de services	78
Contrats de travail ou de services	78
Marchés publics	78
Contrats avec des entités étrangères.....	80
Traitement des contrats de consommation.....	81
Utilisation de contrats standardisés.....	81
3.6. RECOURS EN DROIT COMMERCIAL.....	82
Recours en cas d'inexécution du contrat	82
Exécution forcée	82
Dommages et intérêts	82
La résiliation du contrat.....	82
3.7. AUTRES RESTRICTIONS.....	84
Interdiction ou la réglementation de la restriction des contrats commerciaux	84
Licences dans le cadre de monopoles légaux.....	85
Dispositions particulières relatives aux activités professionnelles des non-résidents.....	85
Lois régissant la publicité et la promotion des produits	85

3.8. CONCURRENCE DÉLOYALE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS	86
Lois sur la protection des consommateurs	86
Label qualité	89
Conformité réglementaire	90
Examen des contrats abusifs	90
3.9.LES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	91
Contrats de Vente d'immeubles	91
Contrats de Bail.....	91
3.10. PRÊTS À LA CONSOMMATION, LE CRÉDIT-BAIL ET LES PRÊTS À L'UTILISATION.....	92
Prêts à la Consommation.....	92
Prêts à Usage (Commodat)	93
3.11. RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE ET AUTRES RESPONSABILITÉS	93
Principes généraux régissant les dommages corporels	93
Règles générales concernant la responsabilité délictuelle	94
Responsabilité du fait des produits défectueux	95
3.12. COMMERCE ÉLECTRONIQUE.....	96
Qu'est-ce que le commerce électronique ?.....	96
Transactions électroniques	97
Preuve électronique	98

Sécurité de l'information	98
Utilisation du système électronique par les agences gouvernementales	99
Protection des consommateurs en ligne et protection des données	99
Paiement électronique	99
Réglementation des prestataires de services et des intermédiaires du commerce électronique	99
Responsabilité	101
Taxe sur le commerce électronique	101
3.13. DROIT DE LA FAILLITE.....	102
CHAPITRE 4 : FISCALITÉ.....	104
4.1. INTRODUCTION	104
4.2. CLASSIFICATIONS DES ENTREPRISES CONTRIBUABLES.....	106
4.3. FISCALITÉ GÉNÉRALE	107
Conventions fiscales internationales : Conventions de double imposition	107
Prix de transfert et règles anti-évasion fiscale	107
Existence de crédits d'impôt	108
Procédures de règlement des litiges fiscaux.....	108
Année fiscale	109
Mode de paiement des obligations fiscales	110
4.4. BÉNÉFICES COMMERCIAUX ET D'ENTREPRISE.....	110

Impôt sur les revenus.....	110
Bénéfice imposable et calcul.....	111
Revenus exonérés d'impôts	111
Taux de l'impôt sur les revenus	112
Paiement anticipé de la ToI.....	113
Impôt minimum.....	114
Impôt retenu à la source	114
Déductibilité de l'impôt retenu à la source.....	116
Traitement de groupe	116
4.5. ACTIVITÉS ET ENTREPRISES IMPOSABLES.....	116
Établissements permanents ou « stables »	116
Caractérisation de l'entité.....	117
Statut fiscal.....	117
Audit des comptes des entreprises	119
Prescription.....	120
Taux d'amortissement	120
Situation des pertes liées aux opérations commerciales.....	121
Pertes après un changement de propriétaire ou d'activité.....	122
Obligation d'enregistrement fiscal des entreprises et des organisations	122
Déclarations fiscales mensuelles	122

Déclarations fiscales annuelles	122
Société à succursales multiples.....	123
Projets d'investissement qualifié (« QIP »)	123
Pièces à joindre obligatoirement	123
Méthode de dépôt.....	123
Pénalités	123
Exigences pour les agents fiscaux	124
Impôt sur le salaire.....	125
Taxe sur les avantages en nature («FBT»).....	125
4.6. FISCALITÉ DES DIRIGEANTS	126
Principaux taux et fourchettes de l'impôt sur les salaires des particuliers.....	126
Salaires exonérés.....	127
Exigences en matière de domicile et de résidence.....	127
Assiette de l'impôt sur le revenu.....	127
Déductions et allocations.....	128
Déclarations fiscales des particuliers	128
Prestations de sécurité sociale/assurance nationale	128
4.7. BÉNÉFICES DES INVESTISSEMENTS	128
Impôt anticipé sur les distributions de dividendes (ATDD)	128
Autres régimes spéciaux pour les sociétés d'investissement	129

Régimes fiscaux spéciaux pour les zones économiques spéciales («ZES» ou SEZ en anglais)	129
L'approbation des transferts de fonds à l'étranger	129
Restrictions au rapatriement	129
Restrictions en matière de change.....	129
Taxe patente	130
Droit de timbre	130
Taxe de développement local ou impôts locaux.....	131
Impôt sur les biens immobiliers	131
Paiement des taxes sur les ventes de maisons, d'appartements, de villas et d'immeubles protégés dans des résidences fermées	131
Taxe sur les terrains non utilisés	132
Taxe d'hébergement	132
Taxe sur la valeur ajoutée	132
Exonération de la TVA	132
Taxe sur les transports	133
Taxe spécifique sur certains biens et services.....	133
Impôt sur les plus-values	134
Autres régimes spéciaux pour les sociétés d'investissement	135
4.8. DÉDUCTIBILITÉS DES DÉPENSES ENGAGÉES POUR LES POSSIBILITÉS D'EXPORTATION	135
Déductibilité des frais	135

Dépenses non-déductibles	135
4.9. INCITATIONS FISCALES SPÉCIALES.....	136
Pour les PME.....	136
Pour les établissements d'enseignement.....	137
MT, ToI, Préparation de l'impôt sur le revenu (PTI)	137
Pour les industries textiles et de la chaussure.....	138
Pour limiter l'impact du Covid-19.....	138
CHAPITRE 5 : STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT	141
5.1. L'OCTROI ET LA NATURE DES LICENCES ET DE L'ENREGISTREMENT DES ACTIVITÉS COMMERCIALES	141
Droit applicable	141
5.2. LES APPROBATIONS, PERMIS ET LICENCES REQUIS PAR LE GOUVERNEMENT	142
Licences requises en amont.....	142
Licences requises en aval.....	143
Enregistrement des sociétés	143
Préenregistrement	144
Enregistrement	144
Nouveau portail unique en ligne pour l'enregistrement des entreprises.....	145
Enregistrement de la société via le portail unique	146
5.3. OPÉRATIONS COMMERCIALES AU CAMBODGE	147

Partenariats commerciaux.....	148
Sociétés à responsabilité limitée («LLC»).....	148
Émission d'actions	149
Informations d'entreprise.....	149
Procédures pour les assemblées générales et les réunions du conseil d'administration	150
5.4. TYPES DE STRUCTURES DE GOUVERNANCE ET DE GESTION....	151
Gouvernance d'entreprise	151
Déclaration annuelle	152
Fiche financière annuelle	152
Divulgarion des intérêts	152
Secrétaire général	152
Dissolution ou liquidation de la société.....	152
5.5. NATIONALITÉ ET LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE.....	153
Agent, siège social et utilisation du nom khmer.....	153
5.6. ENTREPRISES ÉTRANGÈRES	154
Définition d'une entreprise étrangère	154
Restriction des participations étrangères.....	154
Structure des entreprises étrangères.....	154
Bureau de représentation	155
Succursale d'une société étrangère	156

Filiale	156
Exigences pour l'établissement de filiales	156
Investissement dans les entreprises locales	160
Fusions et acquisitions impliquant des investisseurs	160
Participation des gouvernements.....	160
Pourcentage de propriété étrangère	160
Types de structures de direction et de gestion.....	161
Structure et pouvoirs de l'entreprise commune (joint-venture).....	161
5.7. LES INCITATIONS À L'INVESTISSEMENT	161
Projets d'investissement éligibles aux incitations à l'investissement	161
Restriction dans le secteur des services.....	162
Limitations du traitement national	163
Limitations de l'accès au marché en cas de présence commerciale	163
Incitations pour les projets d'investissement qualifiés («QIP»).....	163
Procédures d'enregistrement des PIQ ou QIP	164
Incitations à l'investissement	166
Exonération de l'impôt sur les bénéfices	166
Amortissement spécial.....	167
Exonération des droits de douane	167
Limitation	167

5.8. LA NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT 2021.....	168
Activités et secteurs d'investissement	168
Régimes d'incitations fiscales	170
Importation.....	171
Incitations supplémentaires	171
Enregistrement et mise en œuvre d'un projet d'investissement	173
Garanties d'investissement	173
5.9. RÉGLEMENTATIONS SPÉCIALES POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	174
Contrôles spéciaux pour les entreprises ou les investisseurs étrangers	
Restrictions sur les participations étrangères	174
Contrôle de l'investisseur étranger.....	174
Règlements spéciaux concernant les entreprises communes (joint- venture).....	174
Mesures d'incitation et de dissuasion pour les zones géographiques	174
Accords Bilatéraux d'Investissement	175
Recours à un consultant local	175
Interdiction aux non-juristes d'exercer la profession d'avocat	175
5.10. « TRUST » OU LA FIDUCIE AU CAMBODGE	176
Établissement et enregistrement des trusts	177
Gestion et contrôle des trusts.....	178

Durée et résiliation des trusts	178
5.11. LOI SUR LA CONCURRENCE	179
Deux interdictions essentielles concernant les accords anticoncurrentiels	181
Accords horizontaux	181
Accords verticaux	182
Abus de position dominante.....	183
Regroupements d'entreprises ou fusions anticoncurrentielles	184
Qu'entend-on par «empêcher, restreindre ou fausser de manière significative» ?	185
Quels sont les moyens de défense ?	185
Politique de clémence	186
Commission de la concurrence du Cambodge (CCC)	186
Procédure de plainte et d'enquête	187
Mesures provisoires et décisions de la CCC.....	188
CHAPITRE 6 : CONTRÔLES DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS	190
6.1. INTRODUCTION	190
6.2. LÉGISLATIONS EN VIGUEUR.....	191
6.3. RESTRICTION À L'IMPORTATION DE MARCHANDISES	192
Mesures de contrôle des quantités	192
Produits chimiques	193

Médicaments, narcotiques et cosmétiques.....	193
Évaluation de la conformité	194
6.4. EXIGENCES PARTICULIÈRES POUR LES IMPORTATEURS	194
Limitations à la liberté contractuelle	196
Procédures d'importation et d'exportation	196
Exigences relatives aux lettres de crédit	196
6.5.RESTRICTIONS À L'EXPORTATION DE MARCHANDISES.....	196
6.6.RÉGLEMENTATION DES CERTIFICATS D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION	198
6.7.RESTRICTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU CONTRÔLE ÉTRANGER DES ENTREPRISES	199
6.8.PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PAYS D'ACCUEIL.....	200
6.9.TAUX DES DROITS DE DOUANE.....	201
Gestion des exemptions	202
Évaluation des produits	203
6.10. TAXES.....	203
6.11. ACCORDS TARIFAIRES	204
6.12. ENTRÉE DE MARCHANDISES À DES CONDITIONS AVANTAGEUSES	204
6.13. LES ZONES DE LIBRE-ÉCHANGE.....	206
6.14. PRIVILÈGES ET INCITATIONS PRÉVUES PAR LA LOI CAMBODGIENNE	207

6.15. EXIGENCES EN MATIÈRE D'EMBALLAGE, DE MARQUAGE ET D'ÉTIQUETAGE	210
6.16. TRAITÉS INTERNATIONAUX.....	210
6.17. PÉNALITÉS ET LES TAXES SUPPLÉMENTAIRES	211
6.18. DROITS ANTIDUMPING ET COMPENSATEURS	211
6.19. POUVOIR DE RETENIR DES BIENS	212
6.20. MESURES POUR CONTRÔLER LES ABUS DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	212
6.21. QUAND LES DROITS OU TAXES SONT-ILS DUS ?	214
Admission temporaire	214
Transit douanier	214
Gestion des entrepôts douaniers	214
CHAPITRE 7 : CONTRÔLE DES MOUVEMENTS DE DEVISES	215
7.1. INTRODUCTION	215
7.2. LOIS APPLICABLES AU CONTRÔLE DES CHANGES.....	216
Législations	216
Régulations.....	217
7.3. CONTRÔLE DES CHANGES.....	217
Structure administrative du contrôle des échanges	217
Principaux objectifs de politique de contrôle des échanges.....	217
Application des lois sur le contrôle des changes à divers pays.....	218
7.4. RAPATRIEMENT DES CAPITAUX	219

Limite du montant en monnaie locale et en devises étrangères à envoyer hors du pays d'accueil.....	219
Méthode de fixation du taux de change de la monnaie par le pays d'accueil	219
Taux de change différents pour la monnaie du pays d'accueil.....	220
7.5. TRANSACTIONS NÉCESSITANT L'APPROBATION DES AUTORITÉS DE CONTRÔLE DES CHANGES.....	220
Monnaie à utiliser pour les prêts	220
7.6. TESTS PERMETTANT DE DISTINGUER LES RÉSIDENTS DES NON- RÉSIDENTS	221
7.7. DISTINCTIONS ENTRE LES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER CONSTITUÉES DANS LE PAYS D'ACCUEIL OU EN DEHORS DE CELUI-CI	221
Exportation ou importation d'espèces	221
Changeurs de monnaie manuels	222
Importation de biens et de services	222
Fonds de contrepartie	222
Exportation ou importation de moyens de paiement	222
7.8. CONSÉQUENCES DE LA VIOLATION DE LA LOI SUR LE CONTRÔLE DES CHANGES.....	222
7.9. MARCHÉ À TERME DES DEVISES	223
CHAPITRE 8 : DROIT DU TRAVAIL ET RELATIONS INDUSTRIELLES.....	225
8.1. INTRODUCTION	225

8.2. LÉGISLATION ET LES RÈGLEMENTS EXÉCUTIFS.....	226
Constitution.....	226
Conventions Internationales.....	227
Législations	228
Régulations.....	228
Droit coutumier	230
Conventions collectives	230
Contrats de travail.....	230
Règlement intérieur	230
8.3. NATURE DE LA RELATION ENTRE L'EMPLOYEUR ET LE SALARIÉ	231
Obligations de pré-emploi	233
Formation d'un contrat de travail.....	234
Contrats à durée déterminée («CDD») et contrats à durée indéterminée («CDI»).....	235
Employés à l'essai.....	236
Employés occasionnels et à temps partiel.....	236
Types particuliers de contrats de travail.....	237
Obligations de l'employeur	238
Obligations de l'employé	238
Règlement intérieur de l'emploi.....	239
Résiliation du contrat de travail	242

Cessation d'un CDD.....	242
Résiliation d'un CDI.....	243
Règles spéciales pour la résiliation collective.....	245
Licenciement de délégués et dirigeants syndicaux	245
Responsabilité et relation de travail	247
8.4. CONDITIONS GARANTIES AUX SALARIÉS	248
Salaire minimum	248
Vacances et congés	255
Jours fériés officiels	256
Congés annuels payés.....	256
Congé de maladie.....	258
Congé spécial pour événements familiaux.....	259
Congé de maternité	259
Indemnité de licenciement en cas de cessation d'activité des CND	260
8.5. CONTRÔLE DES SALAIRES ET DES HORAIRES.....	261
Salaires	261
Déductions et amendes.....	263
Heures supplémentaires.....	264
Heures de travail	265
Travail de nuit.....	267
Journée modifiée de huit heures	267

Périodes de repos.....	268
8.6. RÈGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL.....	268
8.7. PARAMÈTRES DU SYSTÈME JURIDIQUE DE RÈGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	268
Négociation directe	268
Arbitrage.....	270
Arbitres	271
Sentences arbitrales	271
Convection collective («CBA»).....	273
Formation et formalités	273
Efficacité des conventions collectives	274
8.8. MÉTHODE HABITUELLE DE RÈGLEMENT DES CONFLITS DU TRAVAIL	275
8.9. STATUT ET COMPOSITION DES SYNDICATS.....	275
8.10. RESPONSABILITÉS ET LES PRIVILÈGES DES SYNDICATS.....	276
8.11. LIENS INSTITUTIONNELS ENTRE LE GOUVERNEMENT, SYNDICATS ET ORGANISATION D'EMPLOYEURS	277
8.12. DROIT DE GRÈVE OU DE LOCK-OUT	277
Grève	277
Lockout	277
Obligations de l'employeur durant une grève.....	278

Avis de procédure	278
Droit d'un employé pendant la grève	279
Droits et obligations des parties pendant la grève	279
Grève pacifique	280
Légalité d'une grève ou d'un lock-out.	280
8.13. L'ADMINISTRATION DU DROIT DU TRAVAIL	281
8.14. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR ENVERS LES EMPLOYÉS.....	281
8.15. OBLIGATIONS SUPPLÉMENTAIRES DES EMPLOYEURS	282
Restrictions statutaires à la décharge.....	282
8.16. EFFET DE LA NATIONALITÉ, DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA RACE SUR LE DROIT DU TRAVAIL.....	282
Travailleurs étrangers	282
Citoyenneté par la naissance	283
Citoyenneté par la nationalisation	284
Citoyenneté par le mariage	284
8.17. APPLICATION SPÉCIALE DU DROIT DU TRAVAIL AUX ÉTRANGERS	285
8.18. PERMIS DE TRAVAIL OU VISAS POUR LES TRAVAILLEURS, CADRES ET DIRIGEANTS ÉTRANGERS.....	286
Entrepreneurs indépendants et les bénévoles	287
Demande en ligne.....	287
Responsabilité juridique et sanctions	287

8.19. CONVENTIONS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL	288
CHAPITRE 9 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	291
9.1. INTRODUCTION.....	291
9.2. ACCORDS INTERNATIONAUX ET DROIT INTERNE	291
Lois et règlements nationaux.....	292
Lois.....	292
Règlements	292
Lois relatives à la propriété intellectuelle	294
9.3. PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	294
Marques	295
Qu'est-ce une marque ?	295
Marques et les noms commerciaux.....	296
Brevet.....	297
Objet non-brevetable.....	299
Dessins et Modèles Industriels	300
Certificat de Modèle d'Utilité	301
Copyright.....	301
Limitations du droit de l'auteur	303
Droits connexes.....	303
Droits du titulaire du droit d'auteur	304

Indications géographiques.....	305
Droits du titulaire de l'indication géographique	305
Enregistrement des produits à indication géographique cambodgienne.....	305
9.4. DURÉE DE LA PROTECTION	306
9.5. LES LOIS RELATIVES À LA CONCURRENCE DÉLOYALE	306
9.6. LE DROIT DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ DE CONCÉDER DES LICENCES OU DE CÉDER DES DROITS.....	307
Délai de dépôt de la demande d'enregistrement.....	309
Droits du licencié/franchisé lors de l'enregistrement	309
9.7. DROIT DU PROPRIÉTAIRE ENREGISTRÉ D'AUTORISER LE DISTRIBUTEUR LOCAL EXCLUSIF	310
Conditions d'enregistrement	310
Validité et renouvellement.....	311
Mise en œuvre de la marque enregistrée.....	311
Droits du distributeur enregistré	311
Restriction des droits du distributeur officiel	312
Invalidation automatique.....	313
9.8. ENREGISTREMENT ET PROTECTION DES MARQUES ET NOMS COMMERCIAUX POUR LE SECTEUR DES MÉDIAS.....	313
9.9. ENREGISTREMENT DE L'AGENT DE MARQUE, BREVET ET DES AVOCATS.....	314
9.10. DROITS CONFÉRÉS PAR L'ENREGISTREMENT.....	314

9.11. PROCÉDURES D'ENREGISTREMENT	315
Marques	315
Design industriel	317
Brevet.....	317
Copyright.....	319
Modèle d'utilité.....	319
Indications géographiques.....	320
9.12. DÉPENSES LIÉES À LA PROTECTION DES DROITS.....	322
Marques	322
Brevets.....	322
Dessin industriel.....	323
Modèle d'utilité.....	323
Copyright.....	323
9.13. DROITS DES PROPRIÉTAIRES DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS D'AUTRES PAYS	324
9.14. INCONVÉNIENTS POUR LES NON-RÉSIDENTS.....	324
9.15. APPROBATION DU GOUVERNEMENT POUR LES ACCORDS DE LICENCE.....	325
9.16. LITIGES EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET APPLICATION DE LA LOI	325
9.17. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTIQUETAGE	327
CHAPITRE 10 : RÈGLEMENT DES LITIGES	328

10.1. INTRODUCTION	328
10.2. LÉGISLATIONS ET RÈGLEMENTS EN VIGUEUR.....	329
10.3. SYSTÈME JUDICIAIRE CAMBODGIEN	330
Fondements de la compétence des juridictions	330
Compétence judiciaire en matière civile	332
Désignation de la juridiction compétente	334
Compétence judiciaire en matière pénale	335
10.4. STATUT DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES	335
Procédure civile pour les entreprises étrangères.....	335
10.5. RÈGLES DE PROCÉDURE CIVILE ET DE PREUVE	336
Dépôt d'une action.....	336
Procédures préparatoires aux plaidoiries.....	337
Arguments oraux.....	337
Rendu d'un jugement	338
Exécution d'un jugement	338
Règle de la preuve	339
10.6. SIGNIFICATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES DE PROCÉDURE EN DEHORS DE LA JURIDICTION.....	340
Entraide judiciaire en matière commerciale.....	340
Collecte de preuve en dehors de la juridiction	341
10.7. CHOIX DE LA LOI APPLICABLE	341

10.8. CHOIX DU FORUM.....	342
10.9. COÛTS ET LES RETARDS LIÉS AUX LITIGES.....	342
10.10. LANGUE DES TRIBUNAUX.....	344
10.11. RECONNAISSANCE DES JUGEMENTS ÉTRANGERS	344
Effet d'un jugement définitif et contraignant d'une juridiction étrangère	344
Exécution des décisions de justice étrangères :	345
10.12. STATUT DES AVOCATS ÉTRANGERS	346
10.13. PROCÉDURES SPÉCIALES POUR CERTAINS LITIGES	346
Conventions internationales et différends en matière d'investissement	346
Conflits industriels dans le secteur de l'habillement : La procédure d'arbitrage du travail.....	347
Litige sur les investissements	348
Procédure d'arbitrage en droit du travail.....	348
Processus d'Arbitration Council	349
10.14. ARBITRAGE COMMERCIAL.....	350
Système d'arbitrage.....	350
Loi sur l'arbitrage commercial («LCA»).....	351
Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	352
Dispositions particulières requises pour les sentences d'arbitrage	353

Règles d'arbitrage international	354
« Loi type » des Nations Unies	354
Distinction entre arbitrage national et international	355
Compétence des tribunaux	356
Contestation de la compétence du tribunal arbitral	356
Validité de la convention d'arbitrage	358
Exceptions.....	358
Règles sur le choix du nombre d'arbitres.....	358
Qualifications des arbitres.....	359
Contestation des arbitres sélectionnés.....	359
Motifs d'une contestation.....	360
Défaut ou impossibilité d'agir	360
Nomination d'un arbitre remplaçant	361
Règlement relatif au choix des arbitres : Règlement de la CNAC pour la nomination des arbitres	361
Assistance des tribunaux dans les procédures d'arbitrage	363
Procédures de nomination des arbitres.....	363
Assistance de la Cour dans le processus de nomination	364
Contrôle judiciaire ultime	364
Choix des règles de procédure, de la loi applicable et du lieu de juridiction.....	364
Choix des règles de procédure	364

Choix de la loi applicable	365
Arbitrage dans un pays tiers.....	366
Coût de l'arbitrage.....	366
Délais d'arbitrage	366
Pouvoir du tribunal arbitral d'ordonner des mesures provisoires	366
Processus d'arbitrage	367
Initiation de l'arbitrage	368
Argumentation du demandeur	368
Argumentation du défendeur	369
Processus de pré-audience	369
Procédure.....	369
Audience ou procédure écrite	369
Audience d'arbitrage	370
Prise de décision	371
Décision à la majorité	371
Règles par défaut	371
Clôture de la procédure et délivrance de la sentence	372
Forme	372
Contrôle par le tribunal.....	373
Étendue de l'intervention de la Cour	373
Convention d'arbitrage et participation judiciaire	373

Correction et interprétation de la sentence ; sentence supplémentaire	374
Recours contre les sentences arbitrales	375
L'arbitrage par composition amiable.....	376
La participation des entreprises étrangères	377
Les règles de la justice naturelle.....	377
Statut des avocats étrangers.....	378
Assistance extérieure.....	378
Appel à témoins	378
Nomination des experts	379
Langue.....	379
Confidentialité.....	380
Procédures spéciales.....	380
Procédures pour les conflits du travail : La procédure d'arbitrage en matière de travail	380
Processus du conseil d'arbitrage (CA)	382
Prix du conseil d'arbitrage	383
Procédures pour les litiges en matière d'investissement	384
Différend entre les parties contractantes.....	385
Différend entre un investisseur d'une partie contractante et l'autre partie contractante	386
Arbitrage dans un pays tiers.....	387

10.15. CONCILIATION, LA MÉDIATION ET LES MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES LITIGES.....	388
Modes alternatifs de règlement des litiges	388
Conventions internationales	390
Nomination des conciliateurs et médiateurs	390
10.16. RÈGLEMENT DES LITIGES.....	390
Conventions internationales	390
Reconnaissance et exécution des sentences	390
Centres d'arbitrage reconnus.....	392
Statut du gouvernement.....	392
Choix du forum.....	392
Exécution des décisions de justice	393
Conventions internationales	393
CHAPITRE 11 : SOURCES, RÉGLEMENTATION ET GARANTIES DES FINANCES LOCALES	394
11.1. INTRODUCTION	394
11.2. INSTITUTIONS FINANCIÈRES LOCALES	395
Identification des sources	395
Secteur bancaire commercial	395
Banques spécialisées	397
Autres petits acteurs financiers - les institutions de microfinance	397
Marché des capitaux	397

Commission des opérations de bourse du Cambodge (SECC)	399
Opérateur du marché des valeurs mobilières, opérateur du système de compensation et de règlement et opérateur du dépôt de titres	400
Sociétés de valeurs mobilières	400
Intermédiaires en valeurs mobilières	400
Agent de règlement en espèces	401
Société d'évaluation	401
Sociétés de leasing	401
Compagnies d'assurance	402
Aide internationale au développement	402
Investissements directs étrangers («IDE»)	403
11.3. FINANCEMENT PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	403
Opérations bancaires commerciales	403
Placement privé ou première offre publique («IPO»)	404
Processus d'introduction en bourse	405
Méthodes utilisées pour accéder aux marchés internationaux des capitaux	405
Institutions spécialisées dans l'investissement et le développement	405
Institutions spécialisées dans le financement des exportations	405
Ratios de prêts locaux et étrangers	406
11.4. CONTRÔLE DU FINANCEMENT	406

Loi gouvernant le financement	406
Contrôle des sources de financement des prêts	406
Règlementations relatives à la levée des fonds propres locaux.....	407
Réglementer la levée des fonds propres locaux	408
Autorégulation par les établissements de crédit et les institutions financières	408
Méthodes utilisées pour la levée des capitaux.....	408
Imposition des dividendes ou des intérêts	409
11.5. CONDITIONS DE FINANCEMENT	409
Conditions habituelles pour prêter ou investir de l'argent.....	409
Flexibilité des conditions habituelles de prêt ou de placement de l'argent	409
Taux d'intérêt	409
Conventions, les ratios financiers et les suretés	410
Droits de rétention.....	410
Privilège légal (droit de préférence)	410
Engagement.....	411
Hypothèque.....	411
Sûreté par transfert de propriété	412
Dispositions locales concernant le change et les taux de change ...	412
11.6. GARANTIES JURIDIQUES POUR LE FINANCEMENT	412
Suretés réelles sur les biens	412

Identification des biens concernés	412
Identification des intérêts de l'emprunteur	413
Formalités pour la création de la sécurité.....	413
Priorité des intérêts de sécurité	415
Nombre de sûretés sur un bien	415
Titres flottants par catégories d'actifs.....	415
Reconnaître et protéger l'intérêt continu de l'emprunteur	415
Rétention de la possession par l'emprunteur	416
Réalisation de la garantie par le prêteur	416
Transférabilité de la garantie du prêteur	417
Formes de sécurité personnelle	417
Titres acceptables	418
Frais d'enregistrement des titres	418
Implications fiscales et choix de la sécurité	418
11.7. FINTECH	418
Législations et règlements	419
Prestataires de services de paiement	419
Sous-traitants.....	422
Signature électronique	423
Aspect technologique.....	424
Systèmes de paiement de la Banque centrale.....	425

CHAPITRE 12 : CIRCULATION DES MARCHANDISES (TRANSPORT ET EXPÉDITION).....	426
12.1. INTRODUCTION	426
Cadre politique en matière de transport et de logistique.....	426
Transport ferroviaire	430
Transport aérien	430
12.2. LOIS RELATIVES AUX TRANSPORTS ENTRANTS ET SORTANTS	431
Secteur du transport routier	431
12.3. LOGISTIQUE DES TRANSPORTS.....	432
Association des transitaires cambodgiens	433
Transporteurs express	433
Octroi de licences aux entreprises exploitant des services de transport.....	433
Licence de courtier en douane	433
Licence de transit douanier	434
Licence de camion transfrontalière	434
Licences en matière de logistique domestique	434
12.4. LOGISTIQUE DES TRANSPORTS.....	435
Gestion des entrepôts douaniers	435
Installations d'entreposage	435
12.5. LES CONVENTIONS INTERNATIONALES.....	436

Accord sur la coopération pour le développement durable du bassin du Mékong («accord MRC»)	436
12.6. LES MOUVEMENTS DE SUBSTANCES DANGEREUSES	439
Cadre juridique et conformité	439
Accords et conventions.....	441
Accord sur le transport fluvial entre le Cambodge et le Vietnam...	442
Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires («MARPOL») 1973.....	443
Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer («SOLAS») et le Code maritime international des marchandises dangereuses («IMDG»)	443
Code maritime international des marchandises dangereuses («IMDG»)	444
12.7. ARRESTATION DES NAVIRES, CTE.	445
12.8. LOIS RELATIVES AU REGISTRE MARITIME	446
Règlementation de l'industrie de la construction navale	446
Règlementation des bateaux naviguant sur les voies navigables nationales.....	446
Règlementation de la navigation maritime	448
Enregistrement des navires marchands	448
CHAPITRE 13 : ASSURANCES.....	450
13.1. INTRODUCTION	450
13.2. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE	451

Cadre politique	451
Cadre réglementaire.....	451
Cadre juridique	452
13.3. LICENCES.....	454
Conditions requises pour l’obtention d’une licence d’assurance générale et d’assurance-vie	454
Licence de réassurance	455
Licence de micro-assurance	455
Restrictions à l’IDE.....	455
Filiale/succursale	456
Autorisations de contrôle	456
Restrictions sur les investissements et les actifs.....	456
Transferts de portefeuille	457
13.4. EXIGENCES FINANCIÈRES.....	457
Capital minimum enregistré.....	457
Autres exigences financières.....	457
Marge de solvabilité.....	458
Assurance responsabilité professionnelle.....	458
13.5. RECOURS À DES COURTIERS APPARTENANT À L’ÉTAT OU RÉSIDENTS	458
Exigences des sociétés pour l’obtention de la licence d’assurance générale et d’assurance-vie	459

Restrictions en matière d'IDE	459
Filiale/Succursale	459
Approbations de contrôle.....	459
Restrictions sur les investissements et les actifs.....	460
Transferts de portefeuilles	460
Besoins financiers	460
Capital social minimum requis	460
Autres exigences financières	461
Marge de solvabilité	461
Assurance responsabilité professionnelle	461
13.6. CATÉGORIES DE SOUSCRIPTEURS D'ASSURANCE.....	462
Droit de licence et validité	462
Courtiers d'assurance, agents et experts en sinistres	463
13.7. GAMME D'ASSURANCES DISPONIBLES.....	463
Assurance générale	464
Assurance-vie	465
Micro-assurance.....	465
Responsabilité de la compagnie d'assurance, des agents, des courtiers et des experts en sinistres	466
13.8. ASSURANCE OBLIGATOIRE.....	466
Assurance responsabilité civile automobile pour les personnes physiques ou morales possédant et exploitant une entreprise	

commerciale	466
Assurance pour le transport de passagers, par route, mer, fleuve, air ou chemin de fer	467
Assurance pour les bâtiments et les constructions	467
13.9. ASSURANCE DES EMPLOYÉS LOCAUX	467
Assurance maladie	467
Pensions	467
Pensions volontaires privées	468
Pensions des fonctionnaires	468
13.10. DEMANDE DE PAIEMENT D'UNE ASSURANCE	468
Demande de paiement au titre d'une police d'assurance-vie.....	469
Assurance pour la responsabilité civile des produits défectueux ..	470